



Unterstützt durch die Schweizerische Akademie
der Geistes- und Sozialwissenschaften
www.sagw.ch

traverse 2015/3

Zeitschrift für Geschichte
Revue d'histoire

22. Jahrgang

22e année

traverse erscheint dreimal pro Jahr. Einzelpreis: CHF 28 / EUR 24.
Jahresabonnement: CHF 75 / EUR 60 (zuzüglich Auslandporto).
StudentInnen-Jahresabonnement (gegen Nachweis): CHF 54 (nur Inland).
Nachdruck, Übersetzungen, Vervielfältigungen oder Speicherungen von Artikeln
mit elektronischen Medien nur mit schriftlicher Genehmigung des Verlags.

traverse paraît trois fois par an. Prix du numéro: CHF 28 / EUR 24.
Abonnement annuel: CHF 75 / EUR 60 (plus port pour l'étranger).
Abonnement annuel au tarif étudiant (avec photocopie de la carte): CHF 54
(valable seulement en Suisse).
Reproductions, traductions, tirages et enregistrements des articles avec
des médias électroniques interdits sauf accord écrit avec l'éditeur.

Umschlagbild: Vor der Bundesanwaltschaft in Bern protestierten am 22. Januar 1990 rund 30 Personen, initiiert vom «Komitee gegen den Schnüffelstaat», für sofortige und umfassende Einsicht in ihre Fichen und Dossiers sowie für die Abschaffung der politischen Polizei. (Foto KEYSTONE)

WIDERSPRUCH

Beiträge zu
sozialistischer Politik

65

Europa, EU, Schweiz – Krise und Perspektiven

Migration, soziale Kämpfe; «Überbevölkerung» und Öko-Rassismus; rechtsnationale Feindbilder, Populismus; Personenfreizügigkeit versus Kontingentierung; Wirtschaftsregierung und Geschlechterpolitik in der EU; Krisenmanagement; Europa sozial und gerecht

C. Bernardi, B. Glättli, P.-A. Niklaus, E. Pfeifer, B. Lochbihler, G. Bozzolini, V. Alleva, V. Pedrina, B. Allenbach, A. Rieger, E. Klatzer, C. Schlager, H.-J. Bieling, F.O. Wolf, R. Herzog, L. Mayer

Diskussion

H. Schäppi: Rolle der Schweiz im Ersten Weltkrieg
U. Marti-Brandner: Politische Philosophie in der Krise?
S. Howald: Stuart Hall, Mitbegründer der Cultural Studies
P. Casula: «Populismus» bei Ernesto Laclau

Marginalien / Rezensionen

Analysen zur (knappen) Annahme der «Masseneinwanderungsinitiative» kommen zum Schluss, dass ausländerfeindliche Motive eine Plattform erhielten und dass es den Initianten gelungen ist, «Schweizer Einheimische» zu mobilisieren im Kampf gegen Staat und Behörden, welche angeblich die Verfassung gefährden. Ausländische Reaktionen auf den Abstimmungsentscheid gegen «Masseneinwanderung» zeigen indessen, dass solche Probleme in ganz Europa virulent sind. Sie haben auch mit tiefgreifenden Demokratiedefiziten zu tun.

Das Widerspruch-Heft 66 nimmt die Zuspitzung der finanzwirtschaftlichen und gesellschaftlichen Krisen zum Anlass, Fragen der Geld-, Währungs- und Finanzpolitik zu diskutieren: ihre Verflechtung mit Machtstrukturen, ihre theoretischen Grundlagen, ihre institutionellen Formen und ihre Folgen für die wirtschaftliche Existenz. Geldwirtschaft gilt vielfach noch als Neben aspekt der Realwirtschaft, mit dem man sich nur befasst, wenn akute Finanzmarktexzesse und -krisen dazu nötigen.

224 / 192 Seiten

Fr. 25.–; Abonnement: Fr. 40.–

im Buchhandel oder bei
vertrieb@widerspruch.ch
www.widerspruch.ch

Literatur zum Thema Comptes rendus thématiques

John B. Thompson
Political Scandal
Power and Visibility
in the Media Age

Polity Press, Cambridge 2000, 324 p., € 29,80

Ari Adut
On Scandal
Moral Disturbances in Society,
Politics, and Art

Cambridge University Press, Cambridge 2009, 372 p., \$ 22,99

Dans les premières pages de *Political Scandal*, John B. Thompson se sent obligé de justifier le caractère licite et important du scandale comme domaine d'étude sociologique. Il écrit en 2000, et répond à des critiques (certainement déjà dépassées) pour qui le scandale serait un faux objet: la focalisation sur l'événement, l'écume des vagues, risquerait de détourner la recherche scientifique de la longue durée et des véritables causalités, profondes celles-là, ces courants souterrains, structurels, qui façonneraient puissamment la société, tout comme les individus et les institutions qui la composent.

Nul besoin aujourd'hui d'user des précautions de Thompson: ce champ d'études est désormais bien établi au sein des sciences sociales, et son ouvrage magistral a largement contribué à ouvrir la voie à ces investigations. Parmi ces enquêtes, on évoquera le livre plus contemporain d'Ari Adut, *On Scandal*, qui développe une perspective à maints égards analogue à celle du sociologue britannique, tout en étendant la focale au-delà de la sphère politique. Deux études qu'il vaut la peine de comparer tant leurs approches se révèlent fécondes pour

penser les transformations que génèrent, dans nos sociétés, certains usages de la visibilité ou de la publicité en lien avec des enjeux politiques et moraux.

L'approche d'Adut tente de combiner trois perspectives généralement tenues pour antithétiques. Il s'agit d'abord d'une *phénoménologie* qui essaie de décrire la façon dont la publicisation d'une transgression (alléguée ou réelle) influe sur l'expérience cognitive, morale et émotionnelle des acteurs sociaux. Cette phénoménologie est complétée par une double analyse: *stratégique*, relative aux intérêts et aux opportunités pour certains individus de rendre publique une transgression, afin de jouer un coup à l'encontre de rivaux; *structurelle*, les positions des acteurs au sein du monde social, mais aussi les processus historiques et l'environnement institutionnel dans lesquels ils évoluent ayant de fortes incidences sur la capacité à susciter un scandale.

Avant Adut, Thompson avait esquissé un geste similaire, à ceci près qu'il préfère le lexique de la visibilité à celui de la phénoménologie. Le recours à cet autre lexique permet de penser la façon dont des révolutions médiatiques intervenues au cours de la modernité, et en particulier l'avènement des médias de masse, ont profondément retravaillé les couples visibilité/invisibilité et public/privé. Cette transformation s'est en particulier répercutée sur les tenants du pouvoir qui, de souverains distants du peuple, sont apparus dès le 18e siècle comme des figures toujours plus proches, passant de la figure du tribun qui harangue un auditoire à distance, à cet interlocuteur quasi intime que rend possible la mise en scène radiophonique

WIDERSPRUCH

Beiträge zu
sozialistischer Politik

66

Finanzmacht – Geldpolitik

Griechenland und Währungsunion; Europäische Zentralbank; Crash der Finanzmärkte; Wechselkurs und Wirtschaftsstandort Schweiz; wirtschaftspolitische Wende; Erosion des Industriesektors; bürgerliche Hegemonie, Macht der Nationalbank; Geldtheorie: Monetarismus, Kreditgeld, Vollgeld

M. Madörin, E. Altvater, H.-J. Bieling, M. Heinrich, F. Birske, K. Busch, D. Lampart, W. Vontobel, C. Pardini, R. Rytz, P. Streckelsen, A. Sahr, P. Löpfe

Diskussion

G. Hirschler: Rechtspopulismus und politisches Regime
L. Lanfranconi: Geschlecht und Wirtschaftsnutzen
S. Isler / A. Peter: Care-Arbeit – die Zukunftsfrage
S. Jaeggi / U. Mäder: Biografieforschung und Macht

Marginalien / Rezensionen

ou télévisuelle. Le citoyen peut alors juger des qualités personnelles du politicien sur la base d'indices interactionnels, comme il le ferait avec un proche. Le passage à une «société de la révélation de soi» est pleinement accompli et, dans un contexte démocratique, génère des conséquences quant à la façon de faire de la politique et d'exercer le pouvoir.

Thompson et Adut développent chacun une approche permettant d'articuler, sans jamais réduire l'un à l'autre, événement et durée, sémiotique des représentations publiques et détermination des structures sociales. A cet égard, on peut parler d'une détermination réciproque: ce qui apparaît en public est déterminé par ce qui survient en coulisses (domaine où se décide de la stratégie), mais aussi par les positions respectives de chacun au sein du monde social et l'articulation entre les sphères sociales; toutefois, ces structures et ces jeux de pouvoir sont à leur tour affectés par le cadrage public d'un événement ou d'un personnage, ce cadrage étant susceptible de redéfinir ce qui compte ou a de la valeur pour un public.

Thompson n'hésite pas à recourir à des notions bourdieusiennes, tels le *champ* (à propos des sphères politique ou journalistique) ou le *capital symbolique*, auxquelles il imprime une torsion féconde due à l'efficacité qu'il accorde à la réponse d'un public – cette réponse déterminant si une transgression sera perçue ou non comme un scandale. Autrement dit, ce qui survient sur la scène publique ne saurait se réduire à un «symptôme» de causes sociales sous-jacentes, même si celles-ci travaillent profondément ce qui se dit sur cette scène; et, inversement, ce qui advient en public peut à son tour influencer causalement des structures profondes.

Venons-en à la définition du *scandale* par chacun de ces auteurs. D'après Thompson, cette notion comporte cinq caractéristiques qui impliquent: (13–14) la trans-

gression de valeurs, normes ou codes moraux; des tentatives de maintenir secrète la transgression, afin de ne pas éveiller les soupçons de tiers; la désapprobation de tiers qui se sentent offensés; la dénonciation publique de la transgression par des tiers; la mise à l'épreuve de la réputation des acteurs perçus comme ayant participé à la transgression. La définition avancée par Adut, bien que plus courte, s'accorde avec ces cinq moments: «[Un] scandale est un événement dont la durée varie et qui débute avec la publicisation d'une transgression réelle, apparente ou alléguée à l'endroit d'un public négativement disposé à l'égard de cette transgression; [le scandale] dure aussi longtemps qu'il suscite un intérêt public conséquent et soutenu.» (11)

Malgré des convergences de fond, les deux auteurs proposent des inflexions fort différentes qui se répercutent dans leur façon d'appréhender ce phénomène, leur lexique théorique et la construction de leurs ouvrages. Pour le dire rapidement, Thompson privilégie une démarche sociohistorique qui lie étroitement les transformations de la visibilité aux évolutions survenues dès l'invention de l'imprimerie, et donc à l'avènement de la modernité, ainsi qu'au développement du journalisme d'investigation dont le propre est de révéler ce que cachent les puissants. L'approche d'Adut s'inscrit plutôt dans un cadre anthropologique qui, d'une part, cherche à distinguer plus fortement la publicité de la sphère médiatique, et traite cette publicité comme une donnée fondamentale des sociétés humaines, le procédé encourageant le risque de déshistoriciser les concepts auxquels recourt l'auteur.

L'ouvrage de Thompson est tout entier tendu vers l'élaboration d'une théorie sociale du scandale capable de penser ensemble les déterminants du pouvoir, de la réputation des acteurs politiques et de la confiance dans les institutions. Cette théo-

rie est résumée par la définition suivante: «[L]es scandales sont des luttes pour le pouvoir symbolique dans lesquelles la réputation et la confiance constituent l'enjeu.» (245) Quant à ce pouvoir symbolique, il s'agit de «la capacité à utiliser des formes symboliques pour intervenir dans le cours d'actions ou d'événements en vue de les influencer». (23) La notion même de *pouvoir symbolique* articule deux dimensions, celle du pouvoir (renvoyant au champ politique) et celle de la visibilité (relative au champ médiatique et à la sphère publique). Et c'est bien à l'intersection de ces deux champs que surviennent les scandales politiques (chapitre 4).

Pour parvenir à sa théorie, Thompson procède à une analyse conceptuelle de la notion de *scandale*, (chapitre 1) montrant son évolution depuis le 16^e siècle, et la distinguant de termes connexes: le scandale implique toujours la publicité et un public de tiers, alors que le *commérage* se déroule entre des proches et la *rumour* adopte des canaux officieux. Ces clarifications sont l'occasion de revenir sur les transformations historiques de la visibilité, qui passe d'un régime de coprésence propre au Moyen Âge, à celui de la médiatisation et à l'avènement des médias de masse, le public n'étant plus nécessairement en situation de coprésence avec les acteurs du drame social que constitue le scandale. (chapitre 2). Quant aux chapitres 5–7, ils abordent les trois enjeux autour desquels se joue cette dynamique: le sexe, l'argent et le pouvoir.

Alors que Thompson se concentre sur des scandales politiques survenus pour l'essentiel dans le monde anglo-saxon, Adut élargit la perspective s'intéressant à d'autres domaines, tels l'art (chapitre 6) et les controverses relatives aux mœurs de personnages publics (chapitre 2), ou encore la corruption en France (chapitre 4). Certains chapitres recourent des cas abordés par Thompson, notamment le Water-

gate (chapitre 3) ou l'affaire Lewinsky (chapitre 5).

L'intérêt principal du livre d'Adut tient toutefois aux concepts anthropologiques qu'il mobilise pour appréhender le scandale (chapitre 1). La notion de *contamination* lui permet de ressaisir d'emblée la dimension collective du scandale et d'expliquer le fait, par exemple, que non seulement les acolytes du transgresseur, mais aussi des publics puissent se sentir «souillés» par des révélations, quand bien même leur responsabilité ne serait pas directement engagée. Adut essaye de penser le scandale comme la violation d'un *tabou*, la mise à mal d'une limite ancrée dans les présupposés moraux de la société. Ce faisant, il met en lumière certaines tensions relatives à ces présupposés, y compris du côté de l'enquêteur, les sciences sociales ayant trop souvent tendance à appréhender la responsabilité d'après le modèle de l'individu libéral. Toutefois, le procédé d'Adut ne va pas sans poser des difficultés, en particulier lorsqu'il passe de façon abrupte d'un exemple issu d'une société antique à un cas contemporain.

On l'aura compris, Thompson et Adut proposent des réflexions essentielles pour l'approche du scandale par les sciences sociales et historiques. Le fait que leurs ouvrages soient écrits en anglais soulève cependant une interrogation qui n'est pas sans implications épistémologiques: le lexique ordinaire utilisé pour décrire ces transgressions varie d'un contexte linguistique à l'autre. Ainsi, si nous pouvons désigner des scandales sur la base de suffixes désormais classiques, empruntés à l'anglais (*-gate*, *-leaks*, et cetera), certains termes ne se retrouvent pas forcément dans cette même langue, en particulier la notion d'*affaire* (entendue ici en son sens usuel) qui possède une longue histoire en contexte francophone. Il y aurait là une enquête comparative fascinante à mener dans le registre de ce qu'Adut appelle

phénoménologie, à la croisée entre cognition sociale, morale ordinaire et émotions publiques.

Philippe Gonzalez (Lausanne)

A l'épreuve du scandale Politix, revue des sciences sociales du politique 71

De Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve 2005, 214 p., € 20,-

Luc Boltanski, Elisabeth Claverie,
Nicolas Offendstat,
Stéphane Van Damme (dir.)
**Affaires, scandales
et grandes causes**
De Socrate à Pinocet

Stock, Paris 2007, 462 p., € 28,-

Issues d'un colloque organisé à Paris en 2004 par le Laboratoire de médiévistique de Paris I, le CNRS et le Groupe de sociologie politique et morale (EHESS), ces deux publications réunissent une vingtaine d'études de cas, de l'Antiquité à nos jours, et trois articles théoriques de plus vaste portée. Dans le prolongement des travaux de Luc Boltanski sur les opérations critiques ordinaires liées au sens de la justice et d'Elisabeth Claverie sur l'émergence de la forme «affaire» au 18^e siècle, ces recueils visent à montrer la fécondité d'un modèle, celui de la sociologie pragmatiste, à l'analyse des disputes publiques. Le projet est ambitieux, puisqu'il embrasse le temps long, couvrant plus de 2000 ans d'histoire, à partir de terrains très variés, et se veut résolument pluridisciplinaire, associant historiens de toutes les époques, anthropologues et sociologues. Nous nous concentrerons en particulier sur la contribution de Cyril Lemieux et celle de Luc Boltanski et Elisabeth Claverie, qui ponctuent l'ouvrage, et l'article d'ouverture de la revue, signé par Damien De Blic et Cyril Lemieux, parce qu'ils font figure de

manifeste pour une approche pragmatiste du scandale et de l'affaire.

Dans cette perspective, les deux mots ne sont d'ailleurs pas synonymes. S'appuyant sur la distinction proposée par Elisabeth Claverie, le scandale est défini comme une condamnation unanime d'un comportement transgressif, tandis qu'une affaire se caractérise par la mise en cause des accusateurs, la polarisation du public en deux camps et la réversibilité subéquente des statuts d'accusateur et d'accusé, de victime et de coupable. Conçus comme deux idéaux-types, scandale et affaire forment «les deux extrémités d'un continuum reliant analytiquement des situations où la condamnation des fautifs tend à faire chorus (comme, par exemple, le scandale de Panama en 1889) à des situations où deux camps s'affrontent, non seulement quant à la désignation des places de victime et de coupable mais encore et surtout quant aux normes qui permettent d'en juger» (Lemieux, *L'accusation tolérante. Remarques sur les rapports entre commérage, scandale et affaire*, 2007, 368). Cette distinction analytique et idéal-typique entre la forme scandale et la forme affaire semble de faible intérêt: étant donné la très forte différenciation sociale des sociétés complexes, une dénonciation publique ne reste ni unanime ni univoque, les acteurs n'ayant de cesse de se livrer à des distinguos, se positionnant les uns par rapport aux (et souvent contre les) autres. Ainsi, pour prendre un cas limite, en 1996, durant «l'affaire Dutroux» en Belgique, l'unanimité de la condamnation de Marc Dutroux et le travail de mise en cohérence des organisateurs de la «marche blanche» ne doivent pas masquer combien les différents protagonistes pouvaient formuler des dénonciations très dissemblables, les uns pointant l'absence de prise en charge des victimes d'actes de pédophilie, d'autres déplorant des dysfonctionnements des institutions fédérales, d'autres encore visant

les complicités des autorités policières, judiciaires et politiques locales, voire un complot à la solde des pédophiles, et cetera. Qui plus est, les auteurs font un usage très relâché de cette distinction analytique: sous leur plume, les deux termes deviennent souvent interchangeable. Plus grave encore, la confusion entre le scandale (les mobilisations) et le fait supposé scandaleux (les transgressions de normes) prédomine: «la dénonciation des scandales et celle de l'argent vont dès lors tendre à se renforcer mutuellement» (De Blic, *Moraliser l'argent. Ce que Panama a changé dans la société française*, 2005, 65), «la dénonciation d'un scandale financier» (ibid., 80). Absente de ces travaux, une autre distinction analytique idéale-typique, celle entre controverse (une dispute entre pairs, et donc confinée à un espace social) et scandale ou affaire (une dispute localisée dans et entre plusieurs espaces sociaux) paraît plus heuristique.

Toujours est-il que la distinction pousse les auteurs à éclairer les conditions socio-historiques de passage de la forme scandale à la forme affaire. A ce titre, ils s'intéressent particulièrement à la formation du «public», amené à trancher du bien-fondé des dénonciations. Si l'affaire émerge comme forme historique au milieu du 18^e siècle en parallèle à la «cité civique» (Boltanski/Claverie, *Du monde social en tant que scène d'un procès*, 2007, 443), l'accès à un public plus vaste d'une dispute initialement confinée, condition préalable et commune à tous les scandales et affaires, permet sur le temps long l'étude des dispositifs de régulation des cas de transgression et de déploiement d'«espaces publics», de l'agora athénienne aux médias de masse de l'époque contemporaine en passant par la *fama* du Moyen Age. Usant des métaphores théâtrales et judiciaires, les auteurs ont une conception idéaliste et moniste du public (le cœur arbitrant le litige), minorant la capacité

très inégale des acteurs à porter une dénonciation et leurs différents niveaux d'engagement.

Cependant, l'un des intérêts de ces travaux tient dans la volonté de se démarquer à la fois de la vision pathologique du scandale et de travaux le considérant comme un simple révélateur de «rapports de force, des structures, des espaces positionnels ou des normes qui lui préexistaient» (De Blic/Lemieux, *Le scandale comme épreuve. Eléments de sociologie pragmatique*, 2005, 70) pour en faire un objet normal et à part entière des sciences sociales. En considérant le scandale comme une *épreuve* par laquelle une collectivité exprime son attachement à des normes transgressées, la sociologie pragmatiste invite à penser sa dimension instituante: «il ne laisse jamais les choses en l'état [...] conduit à des repositionnements, à une redistribution des cartes institutionnelles, voire à des remises en cause brutales des rapports institués» (ibid.). Le questionnement devrait alors moins porter sur ce que le scandale *révèle* que sur ce qu'il *fait* aux rapports sociaux. Les études de cas insistent ainsi largement sur cette force instituante du scandale: consolidation du régime démocratique athénien par les grandes disputes publiques (Pascal Payen, *D'Ephialte à Socrate. Construction et déni d'une cause*, 2007), émergence d'une nouvelle classe d'agents, les légistes, à la faveur des procès d'évêques du 14^e siècle (Patrick Boucheron, *L'affaire Boniface VIII*, 2007), ou encore recomposition des relations entre élus, journalistes et hommes d'affaire durant et après le scandale de Panama (De Blic, *Cent ans de scandales financiers en France. Investissement et désinvestissement d'une forme politique*, 2007). La notion d'épreuve renvoie également à l'indétermination qui caractérise les situations de dénonciation publique: elles ne peuvent se réduire aux «causes profondes» ni s'expliquer *a pos-*